

# MOBILISATION ETUDIANTE A L'IEP DE TOULOUSE

*Suite à la mobilisation des étudiants de Science Po' Toulouse (mars-avril 2013), qui se sont battus contre l'augmentation de leurs frais d'inscription, l'UJR 31 a tenu à faire partager l'expérience de cette lutte étudiante pour démontrer qu'il est toujours possible de gagner une lutte en ces temps d'austérité, mais à condition de bien s'organiser et de construire l'unité. Pour réaliser cet article, nous avons contacté Thomas, syndicaliste étudiant (unef) à l'IEP de Toulouse, largement impliqué dans cette mobilisation.*

## **UJR 31 : Quel a été l'élément déclencheur de la mobilisation ?**

Le problème a émergé au niveau institutionnel avec l'annonce que le budget prévisionnel était infirmé suite à la baisse nationale des budgets des IEP de 5%. Face à cette baisse, la direction a proposé des licenciements ou une augmentation des frais d'inscription afin d'augmenter les recettes. C'est l'augmentation des frais d'inscription de 75€ qui a été rapidement choisie par la direction, proposant ainsi de passer de 725€ à 800€ pour l'inscription annuelle (sans compter la sécu). Les élus étudiants se sont tout de suite prononcés contre cette suggestion et ont commencé à mobiliser les étudiants

## **UJR 31 : Comment avez-vous mobilisé les étudiants ? Et quelles ont été les différentes étapes de la mobilisation ?**

Au début l'UNEF organise quelques réunions syndicales puis les élargies aux étudiants proches du syndicat. Ensuite une AG est préparée collectivement avec d'autres élus étudiants de gauche. Lors de l'AG, il se forme un collectif encore plus large avec des étudiants motivés pour organiser la mobilisation. Ce fut une étape clef où des étudiants non syndiqués, et pas forcément politisés, sont entrés dans la dynamique. Dans un premier temps, le « comité de lutte » ainsi formé réfléchit à son fonctionnement et à la manière de mobiliser les étudiants. Avec l'unité large qui se construit, au delà des frontières syndicales, de nombreuses idées émergent et seront très utiles à l'extension du mouvement :

- Tenir une table régulièrement dans l'école pour informer et discuter avec les étudiants.
- Porter le carré rouge dans l'école en signe de protestation contre l'augmentation des frais d'inscription pour permettre un engagement, au moins passif, du plus grand nombre. Et avec une référence directe à la lutte des étudiants québécois contre l'augmentation des frais d'inscription.
- Utiliser divers supports médiatiques avec la réalisation de vidéos explicatives diffusées dans l'école, avec une page FB pour diffuser les articles de presse et les informations rapidement, ...
- Et enfin, tous les outils « traditionnels » : tracts, interventions en amphï, communiqués de presse, ...

Les étudiants se sont mobilisés rapidement mais le mouvement a vite atteint un seuil de 200 étudiants mobilisés sur les 1000 qui sont présent quotidiennement à l'école. Mais cela a été suffisant pour organiser des actions. Nous avons commencé par un rassemblement devant le rectorat (symbole de l'éducation) pour que des élus étudiants rencontrent symboliquement le recteur. Puis les élus ont été reçus à la Région où ils obtiennent leur première avancée : la région accorde environ 1,7 millions à l'IEP pour des travaux (les locaux de l'IEP Toulouse sont très dégradés avec une obligation de présence permanente d'agents de sécurité). Mais cela n'annule pas la hausse des frais d'inscription donc nous continuons le mouvement avec une journée « IEP mort » où tous les cours sont annulés par l'administration à notre demande. L'école est investie par les étudiants pour débattre, confectionner des banderoles, organiser une 2° AG en fin de journée, etc... S'ensuit des actions médiatiques comme un « sit-in » devant l'IEP. Mais aussi des actions plus musclées avec un envahissement de CA voté en AG qui fut un succès. Nous sommes entrés au moment où le CA allait voter le budget et l'augmentation des frais d'inscription ce qui a eu pour résultat que la fin du CA avec le vote des mesures contestées ont été reportés. La dernière action fut une manifestation allant de l'IEP au Rectorat via la place du Capitole. C'est peu après que l'annonce d'une subvention exceptionnelle de l'État de 90 000 € est tombée ; juste avant une période de vacances et de partiels signifiant la fin de la mobilisation, malgré la mobilisation en hausse des étudiants de 1er année.

### **UJR 31 : Qu'avez-vous obtenu au final ?**

Outre la subvention de la Région pour des travaux, le ministère nous a garanti 1 ou 2 postes d'enseignants supplémentaires pour 2014 (chiffre pas encore tranché) et une subvention exceptionnelle de l'État de 90 000 € compensant la baisse du budget de 5%, accordée officiellement au titre de « la situation particulière de l'IEP Toulouse » (!). Pour finir, nous avons obtenu un vague engagement du ministère à discuter d'un financement plus équitable entre les IEP de Paris et de Province au travers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP). Il s'agit d'une fondation de droit privé bénéficiant d'un financement public (!) qui assure une partie du budget des IEP et dont l'opacité et la légitimité sont vivement dénoncées par les étudiants et certains enseignants.

Plus concrètement, pour le moment, la hausse de 75€ des frais d'inscription est exclue au vue de la subvention du ministère. La direction propose deux nouvelles options : une hausse de 35€ des frais d'inscription pour tous les étudiants ou la suppression d'un régime préférentiel pour certains étudiants en dernière année. C'est la deuxième option que nous avons privilégié, car le rapport de force manquait pour aller plus loin. Mais les étudiants ont voté en AG la poursuite du mouvement l'année prochaine. Car en échange du blocage des frais d'inscription pour cette année, la direction a demandé des négociations pour passer en 2014 à un système de frais modulés en fonction du revenu des parents (« entre zéro et 2500 à 3000 euros »). La mobilisation doit donc continuer !

### **UJR 31 : Votre mouvement a utilisé la carte d'une unité large, dépassant les cadres syndicaux, qu'en penses-tu ?**

A mon sens, la réussite du mouvement a dépendu de cette unité large dépassant le cadre syndical et politique. Il ne s'agit pas de nier l'importance des syndicats dans la lutte mais au vu du nombre restreint d'étudiants politisés et/ou syndiqués, il est essentiel de ne pas faire preuve de sectarisme et de travailler avec tous les étudiants qui veulent participer à la mobilisation sans leur imposer de rentrer dans un cadre syndical. Au début cela n'a pas été très facile car cette conception du syndicalisme ne faisait pas l'unanimité, mais c'est certainement grâce à la construction de cette unité large sans exclusive que nous avons pu repousser cette hausse des frais d'inscription.

**UJR 31 :** La dépolitisation des jeunes est un problème crucial que nous devons surmonter pour pouvoir changer de société. Cette dépolitisation nécessite une véritable réflexion sur la manière de mener des luttes dans la jeunesse et nous pensons que votre expérience s'inscrit dans cette réflexion. C'est pour cela aussi qu'il nous semble important de faire connaître votre lutte.

*Mai 2013 - Correspondance UJR 31*